Humanité, 13 Mars 1919

170

Georgie

Délégation georgienne à Paris

AU GROUPE PARLEMENTAIRE

Réception de Tcheidzé et de Tseretelli

LEURS VUES SUR LA QUESTION RUSSE

Le Groupe socialiste au Parlement a reçu hier après-midi Tcheidzé et Tseretelli, représentant la République géorgienne et le citoyen Bramnaes, sénateur socialiste danois.

Répondant à Moutet, qui leur a souhaité la bienvenue au nom du Groupe, Tcheidzé et Tseretelli disent s'adresser aux représentants du prolétariat de la grande France, avec l'espoir que les socialistes français soutiendront la cause de leur République, fondée sur les principes démocratiques du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Plusieurs camarades posent aux délégués géorgiens un certain nombre de questions.

Mayéras leur demande si les Géorgiens qui réclament notre concours sont eux-mêmes disposés à nous aider à défendre la république des Soviets. Constant veut connaître la pensée de Tcheidzé et Tseretelli sur Lénine et Trotzky ; Hubert Rouger, ce qu'ils pensent des méthodes bolchevistes ; Valette, s'ils sont d'avis de se rallier à leurs camarades de Russie contre l'intervention ; Barthe, ce qu'ils pensent de l'organisation des Soviets.

Tseretelli répond à toutes les questions ; ce qu'il reproche aux bolcheviks, ce n'est point tant le régime terroriste qu'on les accuse d'avoir institué mais leurs méthodes, qui ne correspondent pas du tout, selon eux, à la situation de la Russie. Pour eux, le bolchevisme est basé sur la misère du peuple.

— Nous ne sommes donc pas d'accord avec les bolcheviks, dit Tseretelli. Mais nous nous opposons à ce que des forces extérieures viennent empêcher le développement de la République des Soviets.

Mayéras questionne :

— S'il arrivait que les gouvernements de l'Entente s'appuient sur la Géorgie économiquement ou militairement, le gouvernement actuel s'opposerait-il ou non aux agissements de l'Entente ?

— Nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans les affaires russes, répond Tseretelli, mais nous n'avons aucune force pour arrêter l'Entente.

Tcheidzé, à une nouvelle question de Mayéras, affirme qu'après le traité de Brest-Litowsk il ne s'est pas rendu à Berlin, comme on l'a dit.

Revenant à la question géorgienne, Tseretelli expose que les terres ont été réparties en toute propriété aux paysans à raison de sept déciatines par bête.

Il parle de la Constituante, de la constitution des Soviets élus par toute la classe ouvrière mais il laisse sans réponse une question de Cachin, qui lui demandait si, depuis son arrivée en France il n'a pas été fait pression sur lui en faveur du mouvement du général Delikine.

Avant de lever la séance, Moutet, qui préside, salue le citoyen Bramnaes, qui lui répond en quelques mots.

Coupure de presse sur la Délégation géorgienne à Paris, L'Humanité, 13 mars 1919

Archives du ministère des Affaires étrangères, Correspondance politique et commerciale, 1918-1940, Z-Europe, URSS, 833-Russie, fol. 170 (117CPCOM833, 170)